

se produire. Parce que bien que le concept des négociations globales continue d'offrir la possibilité d'un dialogue expérimental et innovateur, nous devons toujours nous souvenir qu'un "processus" n'est que cela, c'est-à-dire qu'un moyen d'obtenir des progrès sur les questions de fond - qui sont aussi les plus importantes.

Toutefois, et ce point me préoccupe beaucoup plus, l'environnement économique ne favorise pas le progrès sur les questions de fond. La forte récession économique que nous connaissons tous actuellement ne s'est pas encore résorbée. L'inflation, le chômage, les déficits budgétaires et les taux d'intérêt restent élevés et ont des effets économiques et sociaux pernicioseux. En réponse à leurs populations anxieuses et souvent mécontentes, nombre de gouvernements s'efforcent de plus en plus de mettre de l'ordre chez eux.

En conséquence, les fonds disponibles pour l'aide concessionnelle connaissent une diminution regrettable. L'ensemble de l'aide publique au développement des pays de l'OCDE a effectivement diminué de 4% en termes réels en 1981, et l'APD moyenne est passée de 0,38 à 0,35% du PNB. De même, les montants consentis par les pays de l'OPEP à excédents de capitaux ont connu une chute ces deux dernières années. Ce qui entraîne des problèmes de financement des programmes internationaux en cours et des difficultés réelles lorsqu'il s'agit de trouver de l'argent pour de nouvelles initiatives.

Le Canada reste engagé à atteindre l'objectif de 0,5% du PNB d'ici 1985 et à s'efforcer dans toute la mesure du possible à parvenir au niveau de 0,7% d'ici 1990. Mais nous aurons nous aussi de la difficulté à trouver d'importants nouveaux crédits pour appuyer des initiatives internationales que nous pourrions considérer comme importantes et souhaitables.

Si l'on fait abstraction des difficultés qu'il y aura à trouver de nouveaux apports substantiels d'aide, la coopération économique internationale n'en continuera pas moins d'être cruciale. Si les perspectives du monde industrialisé sont mauvaises, elles sont une question de survie pour les populations du monde en développement. De fait, les difficultés économiques de l'heure réclament non pas moins d'action, mais d'avantage.

Nos efforts doivent viser essentiellement l'élimination de la faim et de la malnutrition. Mais quelle est la clé de ces efforts? Selon les projections, les contraintes physiques et technologiques posées à l'alimentation d'une population mondiale croissante ne sont pas insurmontables. C'est plutôt une question de choix politique. Les pays en développement eux-mêmes doivent faire des efforts spéciaux